ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 mars 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la protection de certains aspects de la vie privée", a donné le 11 juin 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e maart 1975 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer", heeft de 11e juni 1975 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Les articles 1er et 2 ont pour objet de rendre punissables des faits dont la plupart sont dès à présent illicites au regard du droit administratif quand ils sont commis par des agents de l'autorité, ou du droit civil s'ils sont le fait de simples particuliers.

Ces deux dispositions auront, à cet égard, une portée analogue à celle de la loi française du 17 juillet 1970 qui a ajouté des sanctions pénales à un ensemble de solutions déjà dégagées par la jurisprudence (voyez notamment : R. LINDON, Une création prétorienne: les droits de la personnalité, Paris, Dalloz, 1974). Bien que la jurisprudence civile belge soit beaucoup moins abondante sur cette question, la doctrine belge admet généralement qu'elle devrait s'inspirer des solutions françaises. (Voyez : Joseph RUTSAERT, "Le système jurisprudentiel du droit au respect de la vie privée", J.T. 1973, 489; Hugo VANDENBERGHE, "Bescherming van het privé-leven en recht op de informatie via de massamedia", R.W. 1969-1970, 1457).

En outre, l'article 8, § 1er de la Convention européenne des droits de l'homme peut être invoqué devant les juridictions belges, tant à l'égard de simples particuliers qu'à l'égard des agents de l'administration (voyez J. VELU, Le droit au respect de la vie privée, Namur-Bruxelles, 1974, n°s 40-43).

.../...

Il en résulte que la dérogation introduite par l'article 3, § 2, en projet n'a pas seulement pour objet de limiter des droits nouveaux créés par les dispositions précédentes de la même loi, mais elle porte atteinte à des droits traditionnellement reconnus en Belgique. En effet, la portée de la disposition en projet ne se limite pas à écarter l'application des sanctions pénales prévues par les articles 1er et 2, elle aura aussi pour effet de supprimer le caractère illicite des faits constitutifs de l'infraction.

En ce qui concerne plus particulièrement les écoutes téléphoniques, celles-ci sont toujours prohibées par le droit en vigueur et la peine est plus forte quand le fait est commis par un "fonctionnaire ou agent du Gouvernement" (article 18 de la loi du 13 octobre 1930). Quant à la loi du 14 mai 1930 sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, le seul pouvoir qu'elle reconnaisse au Gouvernement "lorsque la sécurité publique ou la défense du royaume l'exigent", c'est le droit, exercé par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, d'interdire l'usage de postes de radio-communications, non celui d'intercepter les messages envoyés.

Compatibilité de l'article 3, § 2, en projet avec l'article 8, § 2, de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 8, § 2, de la Convention européenne est rédigé comme suit :

.../...

"Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui".

On trouvera dans l'ouvrage déjà cité de J. VELU (n°81) des exemples de telles ingérences autorisées par le législateur en différents pays liés par la Convention européenne des droits de l'homme. Dans tous les exemples cités par M. VELU, il s'agit d'écoutes téléphoniques autorisées tantôt par les autorités judiciaires en vue de la recherche des crimes (Italie, Norvège, Suède, Danemark) tantôt par le pouvoir exécutif (Irlande, Angleterre). En France, les tables d'écoutes sont prohibées par la loi (voyez R. LINDON, op. cit., n°s 167-168; J. MALHERBE, La vie privée et le droit moderne, Paris, 167, pp. 22-29).

Dans le projet soumis au Conseil d'Etat, deux dérogations sont prévues, l'une à l'article 11, qui concerne l'administration de la justice pénale, l'autre à l'article 3, § 2, qui soustrait le Ministre de la Justice et le Ministre de la Défense nationale à l'applicabilité des articles 1er et 2 de la loi en projet et, dans cette mesure, au § 1er de l'article 8 de la Convention européenne.

.../...

Si l'on compare à l'article 3, § 2, l'article 11 de la loi en projet, on constate que l'ingérence permise au pouvoir judiciaire est limitée dans le temps, soumise au contrôle de diverses autorités judiciaires et justifiée par un élément objectif : la nécessité de rassembler les éléments d'une infraction. Une telle ingérence est compatible avec l'article 8, § 2, de la Convention européenne.

Au contraire, l'article 3, § 2, contient une dérogation tout à fait générale au respect de la vie privée et familiale, dont l'appréciation est laissée à un ministre dans les limites de ses compétences sans contrôle quelconque. Ce système appelle deux séries de critiques :

1° en vertu de l'article 8, § 2, de la Convention européenne, le législateur national peut autoriser des ingérences dans les droits garantis par la Convention mais il doit formuler en termes suffisamment précis les droits auxquels il est permis de porter atteinte et les moyens (notamment techniques) auxquels l'autorité publique peut recourir;

2° l'article 13 de la même Convention exige que toute victime éventuelle d'une atteinte à un droit garanti par la Convention ait un recours effectif devant une juridiction nationale.

.../...

1. En permettant une "ingérence d'une autorité publique" dans l'exercice des droits garantis pourvu qu'elle soit "prévue par la loi", la Convention entend que la nature et l'étendue d'une telle ingérence soient précisées. Les critères qui la justifient, parmi lesquels l'article en projet en retient deux (la sécurité nationale et la sûreté publique) doivent être appréciés par le législateur national, sous le contrôle de la Commission européenne des droits de l'homme et, le cas échéant, de la Cour européenne des droits de l'homme à la juridiction desquelles le Gouvernement belge s'est soumis.

Le texte de la disposition en projet rend un tel contrôle impossible eu égard à la généralité des termes de la dérogation : chacun des deux Ministres habilités par l'article 3, § 2, a le pouvoir, dans les limites de ses compétences, de se soustraire au respect de tous les droits garantis par l'article 8, § 1er, de la Convention tels que les articles 1er et 2 de la loi en projet les ont précisés. De plus, le Ministre est maître du choix des moyens techniques qu'il utilisera et il appréciera seul et sans contrôle de quiconque les exigences de la sécurité nationale et de la sûreté publique.

Il n'existe dans les législations étrangères aucun exemple de dérogations aussi peu précises. Même la loi néerlandaise du 7 avril 1971 qui accorde des dérogations étendues en assortit l'exercice de précisions et de délais (1). La dérogation la plus habituelle

.../...

---

(1) Outre l'ouvrage de J. VELU et celui du professeur Stig STROMHOLM, Right of Privacy and Rights of the Personality, Stockholm, 1967, n° 70, voyez le numéro spécial de la Revue internationale des sciences sociales, vol. XXIV (1972), n° 3.

concerne l'autorisation de procéder à des écoutes téléphoniques. Le Ministre de la Justice et le Ministre de la Défense nationale trouveront sans doute dans l'article 3, § 2, de la loi en projet une justification au moins formelle pour intercepter les communications téléphoniques, mais la généralité de l'habilitation que le législateur belge donnerait à un organe du pouvoir exécutif pour déterminer les droits auxquels il porterait atteinte, choisir les moyens techniques à utiliser et en appréciant seul les exigences de la sécurité nationale et de la sûreté publique n'est pas compatible avec les obligations internationales de la Belgique.

Un autre domaine dans lequel le législateur national est justifié de permettre des ingérences de l'autorité publique dans les droits garantis par la Convention est celui de "la protection de la santé ou de la morale". La Commission européenne des droits de l'homme a plusieurs fois décidé que les dispositions de droit pénal allemand ou autrichien incriminant l'homosexualité n'étaient pas incompatibles avec l'article 8, § 2, de la Convention (voyez les références dans l'ouvrage de J. VELU, p. 140, note 111). En revanche, il serait inadmissible qu'un organe du pouvoir exécutif soit autorisé à choisir lui-même les mesures protectrices de la santé ou de la morale lui permettant de suspendre l'exercice de droits garantis par la Convention.

En d'autres termes, c'est au législateur qu'il appartient de qualifier les actes administratifs par lesquels l'autorité publique pourra porter atteinte à des droits garantis par la Convention. Il ne suffit pas d'habiliter cette autorité à prendre des mesures indifférenciées dans les limites de sa compétence.

.../...

Telle est aussi la conclusion de la Conférence nordique sur "The Right of Privacy" dont le § 7 est rédigé comme suit :

"§ 7. Il est essentiel que les cas dans lesquels une ingérence est permise soient définis avec précision. Le législateur devrait veiller à ce que les pouvoirs qui peuvent entraîner une atteinte à la vie privée soient seulement exercés par une personne ou un organisme spécialement désigné, agissant sur l'ordre d'une autorité judiciaire ou d'une autre autorité publique responsable devant le Parlement. Un tel ordre devrait déterminer le temps et le lieu de l'exercice des pouvoirs conférés".

Au § 8, les exigences de la sécurité nationale et de la sûreté publique sont distinguées selon qu'elles sont invoquées en temps de paix ou en temps de guerre et dans le premier cas, afin d'éviter tout abus à des fins politiques, il est recommandé "qu'une forme de contrôle indépendant soit instituée" (Stig STRÖMHOLM, op. cit., pp. 238-239).

2. Examinant les ingérences de l'autorité publique que tolère l'article 8, § 2, de la Convention, J. VELU observe ce qui suit :

.../...

"L'individu doit être efficacement protégé contre un double risque. L'autorité publique pourrait être tentée de porter atteinte à ce droit, lorsque la sécurité nationale n'est pas effectivement menacée. Elle pourrait encore utiliser abusivement, à des fins politiques, les pouvoirs qui sont reconnus dans l'intérêt de la sécurité nationale (comp. conclusions du Congrès de juristes des pays nordiques sur le droit au respect de la vie privée, mai 1967, point 8 a, i). On observera à ce propos que l'article 13 de la Convention oblige les Etats contractants à aménager leur législation de telle manière qu'en pareil cas, la personne dont le droit au respect de la vie privée, du domicile ou des communications a été violé, puisse disposer d'un recours effectif devant une instance nationale" (op. cit., note 104, p. 139).

Pas plus que l'article 3, § 2, en projet ne protège l'individu contre le premier risque (voyez I), elle ne le protège contre le second. Le caractère indéterminé des mesures auxquelles pourront recourir les agents du pouvoir exécutif et le secret dont elles resteront enveloppées privent le citoyen de tout recours quelconque contre les abus dont il aurait été victime.

*

* *

.../...

II. L'article 12, alinéa 2, dispose que l'Office est "un organisme autonome doté de la personnalité juridique". La création d'une personne juridique implique la désignation des organes habilités à agir au nom de celle-ci.

Si le projet prévoit l'institution d'une commission d'inspection et d'un conseil de surveillance dont il règle la composition et les attributions spécifiques, il ne détermine pas quelles sont les personnes appelées à représenter et à administrer l'Office ou à exercer les pouvoirs attribués à celui-ci par les articles 12, alinéa 6, 30, 31, 35 et 38 à 48.

Si, comme semble l'indiquer l'article 12, alinéa 6, l'intention du Gouvernement est de confier ces attributions à l'assemblée commune des membres de la commission et du conseil, il conviendrait de le prévoir expressément et de préciser notamment qui assurera la présidence de cette assemblée.

*

L'existence d'un patrimoine propre est un des caractères essentiels de la personne morale, qui justifie sa reconnaissance ou son octroi.

La personnalité d'un service public déterminé a été notamment définie comme étant "un procédé juridique

.../...

consistant dans l'affectation de recettes à l'ensemble des dépenses d'un service public, affectation générale et permanente, accompagnée d'une séparation d'un patrimoine général" (JEZE , Principes généraux du droit administratif, T. II, p. 27).

En prévoyant à l'article 19, alinéa 1er, que les frais de fonctionnement de l'Office "sont à charge du budget du Ministère de la Justice", le projet semble exclure l'attribution à l'Office d'un patrimoine propre ou l'affectation spéciale à son profit de recettes destinées à couvrir ses dépenses alors qu'une telle autonomie financière et budgétaire, dans les limites de la tutelle et du contrôle à déterminer par la loi, est une conséquence logique de la personnalité juridique que le projet entend conférer à l'Office par l'article 12, alinéa 2.

On observera, étant donné les termes de l'article 19, alinéa 1er, que le budget de l'Etat supportera les frais de fonctionnement et non une partie de ceux-ci. L'alinéa 2 du même article prévoyant que l'Office percevra certaines rémunérations ne permet dès lors pas de déterminer si celles-ci, dont l'affectation n'est pas précisée, seront perçues au profit de l'Etat ou de l'Office lui-même.

Puique le Gouvernement entend attribuer à l'Office la personnalité juridique, la difficulté pourrait être résolue en soumettant celui-ci au régime prévu par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

.../...

L'Office, qui pourrait, dans ce cas être classé dans les organismes de la catégorie B, disposerait d'un budget propre alimenté par les rémunérations qu'il percevrait et par une subvention à charge du budget de l'Etat.

*

L'article 12, alinéa 3, qui définit en termes généraux la mission de l'Office prévoit, notamment, que celui-ci est chargé de veiller à ce que les banques de données "n'aient pas pour but ou pour effet une discrimination à l'égard" des personnes reprises dans la banque. La discrimination étant l'action de distinguer ou de discerner, une banque de données implique par elle-même, tant dans son but que dans ses effets, une discrimination des personnes qui y sont reprises par rapport à celles qui en sont exclues et de ces personnes elles-mêmes en fonction des indications recueillies par la banque. Il convient que le projet précise quelles sont les discriminations qu'il entend interdire.

L'article 23 appelle la même observation.

L'article 12, alinéa 6, prévoit que "l'Office" établit un règlement d'ordre intérieur déterminant notamment le mode de délibération en commun de la commission d'inspection et du conseil de surveillance. Outre, qu'il est indispensable de désigner l'organe habilité à agir au nom de l'Office à cette fin, il serait plus indiqué de confier ce pouvoir au Roi ou de prévoir que ce règlement sera soumis à son approbation, comme le projet le prévoit pour les règlements visés aux articles 13 et 14.

*

.../...

Selon les articles 13, § 1er, alinéas 5 et 6, et 14, § 1er, alinéas 5 et 6, la commission d'inspection et le conseil de surveillance disposent chacun au sein de l'Office d'un personnel propre, nommé par eux et qui fera l'objet de cadres distincts.

Outre, que ce procédé est inhabituel, il ne permet pas de déterminer quel sera le personnel affecté aux missions de l'Office qui ne relèvent pas de la compétence spécifique de la commission ou du conseil.

Si cette dualité était maintenue, il conviendrait de toute façon de remplacer au § 1er, alinéa 6, de ces articles, les mots "du personnel administratif" par les mots "de ce personnel".

OBSERVATIONS GENERALES DE FORME.

- L'expression "pour compte de tiers" qui figure aux articles 15, § 3, 21, § 1er et § 3, a), 27, alinéa 1er, 31, § 1er, 4°, a), 35, § 1er, 1°, 36, § 1er, 1°, devrait être remplacée par l'expression "pour compte d'autrui" afin d'éviter tout malentendu quant à la signification du mot "tiers" dont l'article 21, § 3 donne une signification propre au chapitre II.

- Il convient également que l'expression "personnes reprises dans la banque" ou toute expression similaire telle que "personnes concernées par la banque" soit remplacée par l'expression : "personnes mentionnées dans la banque".
- Il est inutile dans les références faites à des articles de la future loi d'ajouter chaque fois "de la présente loi".

.../...

- Il convient d'unifier la terminologie, en écrivant partout soit "la banque", soit "la banque de données".
- Sauf à l'article 12, alinéa 1er, l'expression "l'Office de protection de la vie privée à l'égard des banques de données" serait avantageusement remplacée par "l'Office".

EXAMEN DES ARTICLES.

Dans le chapitre Ier et sous l'intitulé "Les écoutes et prises de vues illicites" le projet règle trois ordres de matières :

1° la répression des écoutes et prises de vues illicites (articles 1er, 2, 5 et 6);

2° les dérogations prévues par les articles 3, paragraphes 1er et 2, et 11;

3° la réglementation du commerce des appareils permettant de commettre les infractions (articles 4 et 7 à 10).

Il conviendrait que ces articles soient groupés selon ces objets.

Article 1er.

Cette disposition punit :

"1° celui qui, par un procédé technique quelconque, a écouté, fait écouter, enregistré ou fait enregistrer une conversation privée ou une communication privée, sans l'accord de toutes les personnes participant à cette conversation ou à cette communication;".

Ce texte soulève les observations suivantes :

1° Les faits sont punissables quelque soit l'endroit, privé ou public, où ils ont été commis.

.../...

Puisqu'à tout le moins et en vertu des principes généraux, le dol général est requis, ne tombera pas sous le coup de la loi celui qui écoute une conversation qu ne lui est pas destinée, à l'aide d'un appareil destiné à combler les déficiences d'une perception naturelle.

De même, alors que le fait d'entendre par hasard à l'aide d'un poste récepteur de radio une conversation privée par la voie des ondes n'est pas punissable, le fait d'écouter cette conversation est constitutif du délit prévu par la loi.

2° Etant donné que les termes "procédé technique" ne sont pas précisés dans le projet, et que le mot "enregistrer" signifie, à défaut de définition particulière, "transcrire" ou "noter" cette disposition doit être interprétée comme réprimant aussi l'enregistrement d'une conversation ou d'une communication par le procédé de la transcription au moyen d'un porte-plume ou d'une machine à écrire.

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être amendé.

3° Il semble d'après l'exposé des motifs que par "communication" le projet entend la transmission d'un message par la voie "du téléphone, du télégraphe, du télex".

Si tel est le cas, il ne serait donc pas interdit, par exemple d'enregistrer à l'aide d'un magnétophone et sans l'accord des destinataires, un message adressé de vive voix par le président d'un conseil d'administration aux membres du conseil.

.../...

Le texte devrait être précisé pour exprimer la véritable portée que le Gouvernement entend lui donner.

4° Les mots "personnes participant à cette communication" sont également équivoques. Le destinataire d'un message qui se borne à en prendre connaissance "participe" -t-il, au sens du projet, à la communication?

Article 2.

Au 1° et 2° de cet article, les mots "au moyen de l'infraction prévue par cette disposition ou qui en a tiré profit" doivent être remplacés par les mots "en infraction à cette disposition, ou qui a tiré profit de cette infraction".

Article 3.

§ 1er. Le texte du premier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 1er, 1° n'est pas applicable à celui qui, étant chargé de l'entretien ou de la surveillance d'un réseau téléphonique, public ou privé, a, dans l'exercice de ses fonctions, écouté une communication pour s'assurer du bon fonctionnement de la liaison".

Il convient d'autre part que l'article 19 de la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil soit mis en concordance avec la présente disposition.

.../...

Sous réserve de l'observation générale I le § 2 de cette disposition devrait faire l'objet d'un article distinct.

L'article 3, § 2, alinéa 2, punit les agents qui ont utilisé ou divulgué à des fins autres que la sécurité nationale ou la sûreté publique des informations recueillies en faisant usage des dérogations qui leur ont été accordées en application de l'alinéa 1er. En revanche, il ne réprime pas la recherche d'informations à des fins autres que celles en vue desquelles les dérogations ont été accordées. De même, cette disposition ne punit pas les autorités qui auraient fait rechercher ces informations à d'autres fins que celles prévues au texte ou qui auraient utilisé les informations ainsi recueillies.

Article 5.

A cet article, il y a lieu d'écrire " ... si une nouvelle infraction à l'un de ces articles ...".

Article 6.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 6.-

La confiscation des appareils ou ensembles d'appareils ayant servi à commettre une des infractions prévues aux articles 1er et 2 ainsi que celle des enregistrements et des images recueillis illicitement est prononcée en cas de condamnation.

.../...

Le juge peut, en outre, ordonner la destruction des enregistrements et des images recueillis illicitement".

Si telles sont bien les intentions du Gouvernement, il conviendrait que le texte précise si la confiscation doit être prononcée même si la propriété de l'appareil n'appartient pas au condamné.

Article 10.

Mieux vaudrait préciser les peines plutôt que de faire référence à l'article 1er.

CHAPITRE II.

Il conviendrait que la section II, qui détermine le champ d'application du chapitre, soit placée en tête de celui-ci.

Article 12.

Conformément à la proposition faite aux observations de forme, il est proposé d'ajouter, après les mots "l'Office de protection de la vie privée à l'égard des banques de données" les mots : "ci-après dénommé "l'Office".

Articles 13 à 18.

Indépendamment de l'observation générale II, faite ci-dessus, ces articles soulèvent diverses observations particulière

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat l'intention du Gouvernement n'est pas de lier le Roi par la présentation d'une liste de candidats en nombre égal à celui des mandats à conférer.

.../...

Il convient, dès lors, de remplacer à l'article 13, § 1er, alinéa 3, les mots "liste comprenant trois candidats" par les mots "liste de candidats en nombre triple de celui des mandats à pourvoir".

Dans la même disposition, il y a lieu de préciser les éléments qui déterminent le "scrutin proportionnel".

L'article 14, § 1er, alinéa 3, appelle les mêmes observations.

Les "membres de l'Office" visés aux articles 15 à 18 paraissent être les membres de la commission d'inspection et ceux du conseil de surveillance.

L'article 15, § 1er, alinéa 1er, prévoit qu'ils ne peuvent être en même temps membres des Chambres législatives, ni de la Cour des Comptes. Le caractère retreint des incompatibilités prévues par cette disposition, traduit les intentions du Gouvernement telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs, lequel indique la volonté de laisser au Parlement une liberté entière de proposition, et envisage la possibilité de choisir notamment des "magistrats, membres du corps enseignant, représentants du secteur public ...".

Il conviendrait toutefois de prévoir que les membres de l'Office ne pourront être en même temps, membres du Conseil d'Etat puisque cette juridiction sera appelée à connaître des recours qui seront éventuellement formés contre les décisions de l'Office.

.../...

Par ailleurs, si la loi en projet entend déroger au régime des incompatibilités établi par les lois en vigueur et notamment par le Code judiciaire, il conviendrait qu'elle le prévoie expressément.

Il y a lieu d'observer en outre, que l'article 15, § 1er, en utilisant les termes "ne peuvent en même temps" doit être interprété comme autorisant le cumul de toutes les fonctions, tant publiques que privées, autres que celles de membres des Chambres législatives et de la Cour des Comptes ou de gérant d'une banque de données avec celles de "membre de l'Office" pour lesquelles l'article 17 prévoit une rémunération égale à celles de secrétaire général ou de directeur général d'un département ministériel.

*
* *

L'article 16, prévoit que les "membres de l'Office" c'est-à-dire les membres du conseil de surveillance et de la commission d'inspection sont mis à la retraite avec jouissance d'une pension, à l'âge de 65 ans ou en cas d'infirmité grave et permanente, cette pension étant fixée selon l'article 17, "conformément à la réglementation du statut des agents de l'Etat".

Selon les articles 13, § 1er, alinéa 3, et 14, § 1er alinéa 3, les intéressés sont "nommés tous les huit ans". Il semble résulter de ces dispositions qu'ils sont désignés pour un mandat de huit ans, éventuellement renouvelable. La durée limitée et la précarité de leur mandat seraient, dès lors, incompatibles avec le régime de pension prévu.

.../...

De toute manière la "réglementation" à laquelle se réfère l'article 17 étant essentiellement déterminée par la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, conçue pour des fonctions permanentes, des dérogations à plusieurs dispositions de ladite loi devraient être prévues.

Article 21.

Au § 1er, c, il convient d'écrire : "personnes morales de droit public".

D'autre part, le Gouvernement devrait préciser ce qu'il entend par "institution de droit international public". Une décision unilatérale du législateur belge ne pourrait soumettre à la réglementation prévue par le projet toutes les banques de données gérées par des institutions de droit international public telles que l'O.T.A.N. ou les Communautés européennes.

Au § 2, il faut écrire "tout fichier ou registre quelconque établi soit en vue d'un traitement automatique de données, soit grâce à un système de traitement automatique de données et qui contient "...".

.../...

Au § 3.b, on ne conçoit pas comment il serait possible qu'une "personne morale, de droit privé ou de droit public", se trouve "sous l'autorité directe du responsable de la banque". Pour le surplus, la rédaction du texte gagnerait à être revue.

Article 22.

Le sens de cette disposition n'est pas clair. L'intention du Gouvernement est-elle d'interdire l'enregistrement dans une banque de données de tous éléments se rapportant à la vie intime des personnes qui y sont mentionnées?

Article 25.

La mention "§ 1er" est à supprimer, l'article 25 ne comportant pas d'autre paragraphe.

La rédaction suivante est proposée pour le 1° de cet article :

"1° toutes mentions relatives à des poursuites ou à des décisions judiciaires en matière répressive;".

Article 26.

Le début du § 1er devrait se lire : "Lors du premier enregistrement d'une donnée sur une personne, le responsable de la banque ...".

.../...

Pour qu'il soit satisfait à la disposition du § 2, 3°., il faut que le nom des tiers soit communiqué à l'intéressé. Il ne suffit pas qu'il soit répondu qu'autant de communications à des tiers ont été effectuées. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié en conséquence.

Au second alinéa, les mots "dans les meilleurs délais et" doivent être supprimés, puisque la limite du délai est indiquée au texte.

Article 29.

Il n'est pas précisé quelle sera la nature de la décision rendue par le tribunal siégeant en chambre du conseil. S'il s'agit d'un jugement, celui-ci devra, en vertu de l'article 97 de la Constitution, être prononcé en audience publique.

Si l'intention du Gouvernement est de ne pas permettre l'appel de ces décisions, le texte devra être complété en ce sens.

Il est prévu que la demande est portée devant le tribunal du domicile de l'intéressé. Le cas où le domicile de l'intéressé n'est pas fixé en Belgique devrait être réglé.

A l'alinéa 1er, il faut lire : " ... pour connaître de toute demande ...".

.../...

INTITULE DE LA SECTION IV.

Cet intitulé n'est pas complet puisque les banques de données peuvent être créées non seulement par une loi mais encore par un décret.

Il conviendra d'ailleurs d'utiliser l'expression "banque de données créée par une loi ou par un décret" partout où apparaît l'expression "banque de données créée par une loi".

Article 30.

§ 1er, alinéa 3.

Il convient d'insérer les mots "et des décrets" entre les mots "lois" et "portant".

§ 1er, alinéa 4, et § 3, alinéa 4.

Il convient de supprimer le quatrième alinéa du § 1er et de remplacer le quatrième alinéa du § 3 par la phrase :

"L'avis motivé ou la mention de l'absence d'avis est annexé à l'exposé des motifs des projets de loi ou de décret ou aux arrêtés d'exécution".

§ 2, alinéa 2, 6°.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

.../...

"6° les moyens par lesquels les personnes mentionnées dans la banque en seront informées ainsi que, le cas échéant, le coût de la délivrance des renseignements qui, à leur demande, leur seront communiqués;".

§ 4.

Lorsque la banque de données est créée par un décret, le texte de ce décret ne peut être établi que dans une seule langue.

Le texte doit être aménagé en conséquence.

Article 31.

§ 1er, alinéa 1er.

Il convient de dire "avis demandés" au lieu de "avis rendus".

La même observation vaut pour le § 2.

Alinéa 2, 1°.

Il convient de supprimer le mot "lui".

4° a).

Le texte suivant est proposé :

"a) la dénomination de l'organisme de droit public qui gère la banque de données pour compte propre ou pour compte d'autrui,".

.../...

§ 2.

Le projet ne règle pas le contrôle des modifications apportées aux banques de données créées par la loi ou le décret.

S'il s'agit d'un oubli, il convient de compléter l'article 30, § 1er, par une disposition prévoyant l'obligation de soumettre ces modifications à l'avis motivé de l'Office.

SECTION V.

L'intitulé de cette section devrait être rédigé comme suit :

"SECTION V.

Banques de données relevant du secteur public et qui ne sont pas créées par une loi ou par un décret et banques de données relevant du secteur privé".

Article 32.

§ 1er, alinéa 1er.

Il est proposé de rédiger cet alinéa comme suit :

"§ 1er. Sauf si elles sont créées par une loi ou un décret, les banques de données ...".

Alinéa 3.

Les mots "dûment constatée" devraient être remplacés par le mot "admise".

.../...

Alinéa 4.

L'autorisation devant, en vertu de l'article 33, § 1er, contenir réglementation de certains points, l'on ne voit pas comment cette réglementation pourra être faite en cas d'autorisation implicite.

Il y a donc une discordance entre l'article 32, § 1er, alinéa 4, et l'article 33, § 1er.

Article 33.

Au 2° du § 2, les mots "les procédures selon lesquelles" doivent être remplacés par les mots : "les moyens par lesquels".

Article 34.

La rédaction suivante est proposée pour le second alinéa :

"Au cas où il est impossible de faire cesser la violation desdits droits par d'autres moyens, la commission peut retirer l'autorisation accordée en application de l'article 32 ou interdire le maintien d'une banque de données dont la création a été notifiée conformément à l'article 36, § 4".

Article 35.

§ 1er.

Au 3°, les mots "la banque" doivent être remplacés par le mot "elle".

.../...

Au 5°, il convient d'écrire : "l'indication d'un recours" au lieu de "l'indication de l'exercice d'une voie de recours".

§ 2.

L'intention du Gouvernement est-elle d'imposer la notification de modifications pour lesquelles une autorisation aurait été accordée par la commission ?

Article 36.

§ 1er, 1°.

Cette disposition est rédigée comme suit :

"1° en dehors des données concernant les faits qui résultent de l'activité de la personne qui gère la banque pour compte propre ou pour le compte de tiers (d'autrui) la banque de données ne pourra comporter aucune donnée autre que celles fournies par la personne reprise dans la banque ou par une autorité publique habilitée à fournir ces données par une disposition légale ou réglementaire ou celles autorisées par une décision de la commission ;".

Les intentions du Gouvernement, que le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, devraient être plus clairement exprimées.

§ 2.

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Par la même décision, la commission d'inspection peut dispenser les personnes visées à l'article 21, § 1er, de désigner ...".

§ 3.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 3. Les banques de données instituées au Ministère des Finances pour assurer l'exécution des lois fiscales, bénéficient d'office des dispenses et exemptions prévues aux §§ 1er et 2".

Article 37.

Il est proposé d'écrire "dans les trente jours" au lieu de "dans un délai maximum de trente jours".

Article 38.

§ 2.

Les mots "si elle" devraient être remplacés par les mots "s'il".

Article 39.

L'alinéa 1er, qui donne à l'Office tout pouvoir d'investigation tant auprès des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public est inutile dans la mesure où ces pouvoirs sont définis de manière limitative aux alinéas 2 et 3. Si, au contraire,

.../...

l'intention du Gouvernement était d'accorder à l'Office des pouvoirs plus étendus, ceux-ci devraient être précisés, le caractère indéterminé et absolu de la disposition ne pouvant être admis.

La plupart des textes auxquels il est fait référence dans l'alinéa 3 sont des dispositions de droit répressif. Il n'est pas de la nature des textes de l'espèce d'être applicables par analogie. Les dispositions des articles 7 à 13 de la loi du 3 mai 1880 devraient être reprises dans la loi avec les adaptations que le Gouvernement jugera nécessaire d'y apporter.

Article 40.

Les alinéas 2 et 3 règlent des objets qu'il appartient aux Chambres législatives de régler elles-mêmes en vertu de l'article 46 de la Constitution.

Article 41.

Alinéa 1er.

Il convient de remplacer l'expression "qu'il croit devoir leur adresser" par "qu'il croit devoir adresser à ces personnes".

Alinéa 2.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit : "Il s'enquiert auprès d'elles de la suite qui a été réservée à ces observations".

.../...

Article 42.

Au 1°, il y a lieu de remplacer les mots "une annulation ou interdiction prononcée" par les mots "un retrait ou une interdiction prononcés".

Au 2°, il y a lieu d'écrire "aux articles 33, §§ 1er et 2, et 34, alinéa 1er" étant donné que l'infraction à l'article 33, § 3, est punie par l'article 42, 5°.

La rédaction suivante est proposée pour le 4° :

"4° la personne responsable d'une banque de données qui refuse de donner accès aux locaux ou aux documents visés à l'article 39 ou de fournir les renseignements prévus dans le même article ou empêche ou entrave volontairement de quelque manière que ce soit l'accomplissement de la mission de l'Office;".

Article 43.

La fin de cet article devrait être rédigée comme suit :

"... sans avoir notifié préalablement sa création à la commission d'inspection".

.../...

Article 45.

Les dispositions des articles 20, 28 et 45 devraient être fusionnées et il ne devrait pas être fait référence à l'article 458 du Code pénal. Le texte devrait prévoir lui-même les peines qui sanctionnent sa violation.

La comparaison des articles 42, 6°, et 45 fait ressortir que la personne tenue au secret professionnel, qui aura violé, ce secret sera punie moins sévèrement que celle qui, sans être tenue à pareil secret, aura commis l'infraction prévue par l'article 42, 6°.

CHAPITRE III.

Ce chapitre devrait devenir le chapitre IV et s'intituler "Dispositions finales" tandis que le chapitre IV "Dispositions transitoires" deviendrait le chapitre III.

Article 47.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Les chapitres Ier et IV de la présente loi entrent en vigueur le ...

Les chapitres II et III entrent en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au Moniteur belge.

.../...

Un arrêté royal, délibéré en conseil des Ministres peut, pour une durée maximum de ... retarder l'entrée en vigueur des chapitres II et III".

Article 48.

Il est proposé de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

"Si une banque de données qui, aux termes du chapitre II, section IV, de la présente loi, doit faire l'objet d'un avis motivé de l'Office a été constituée avant l'entrée en vigueur du chapitre II, la personne responsable de cette banque désignée conformément à l'article 27, fournira à l'Office au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit l'entrée en vigueur du chapitre II, les renseignements suivants :".

Le 6° devrait être rédigé comme suit :

"6° les moyens par lesquels les personnes mentionnées dans la banque en sont informées ainsi que, le cas échéant, le coût de la communication des données".

Article 49.

Tant au § 1er qu'au § 2, les mots "section IV" doivent être remplacés par "section V" et les mots "sa tenue est autorisée" par les mots "il est permis de la maintenir".

.../...

Article 50.

Alinéa ler.

D'après le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est de rendre applicables aux banques de données créées avant l'entrée en vigueur du chapitre II de la loi, toutes les dispositions qui peuvent être appliquées à des banques déjà en activité, et non pas exclusivement l'article 26 comme l'alinéa ler le prévoit.

L'alinéa ler doit, dès lors, être omis.

Alinéa 2.

Un délai pour la désignation de la personne responsable de la banque de données doit être prévu.

Cette disposition ainsi complétée devrait être placée en tête du chapitre III.

Article 51.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 51.-

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque contrevient aux articles 48 à 50".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De artikelen 1 en 2 van het ontwerp bedoelen feiten strafbaar te stellen waarvan de meeste nu reeds administratiefrechtelijk ongeoorloofd zijn als ze door agenten van de overheid, of civielrechtelijk als ze door gewone particulieren worden gepleegd.

Die twee bepalingen hebben in dat opzicht zowat dezelfde strekking als de Franse wet van 1970, die aan een stel oplossingen welke reeds door de rechtspraak waren ontwikkeld, een aantal strafrechtelijke sancties heeft toegevoegd (men zie onder meer : R. LINDON, Une création prétorienne : les droits de la personnalité, Paris, Dalloz, 1974). Ofschoon de Belgische rechtspraak in burgerrechtelijke zaken op dat stuk lang niet zo indrukwekkend is, neemt de rechtsleer hier te lande over het algemeen aan dat zij van de Franse oplossingen zou moeten uitgaan. (Men zie : Joseph RUTSAERT, "Le système jurisprudentiel du droit au respect de la vie privée", J.T. 1973, 489; Hugo VANDENBERGHE, "Bescherming van het privé-leven en recht op de informatie via de massamedia", R.W. 1969-1970, 1457).

Bovendien kan men zich voor de Belgische rechtscolleges zowel ten aanzien van gewone particulieren als ten aanzien van ambtenaren of bedienden van het bestuur beroepen op artikel 8, § 1, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens (zie : J. VELU, Le droit au respect de la vie privée, Namur-Bruxelles, 1974, nrs. 40-43).

.../...

Hieruit volgt dat de afwijking die in het ontwerp-artikel 3, § 2, is neergelegd niet alleen de nieuwe, in de voorgaande bepalingen van die wet gevestigde rechten bedoelt te beperken maar bovendien afdoet aan rechten die in België van oudsher zijn erkend. De ontworpen bepaling beperkt er zich immers niet toe, de toepassing van de in de artikelen 1 en 2 gestelde strafrechtelijke sancties uit te sluiten : zij zal ook het ongeoorloofde van de feiten die het misdrijf opleveren doen vervallen.

Afluistertafels met name zijn op grond van het geldende recht altijd verboden en de straf is strenger als het feit door "een ambtenaar of een bediende van de Regering (artikel 18 van de wet van 13 oktober 1930) is gepleegd. De wet van 14 mei 1930 betreffende de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen van haar kant geeft de Regering voor het geval dat "de openbare veiligheid of de verdediging van het Koninkrijk het vergt" geen andere bevoegdheid dan het recht om bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit het gebruik van posten voor radioverbindingen te verbieden : ze verleent haar niet het recht om de uitgezonden mededelingen op te vangen.

<u>Bestaanbaarheid van artikel 3, § 2, van het ontwerp met artikel 8, § 2, van het Europese Verdrag betreffende de rechten van de mens</u>.

Artikel 8, § 2, van het Europees Verdrag luidt als volgt :

.../...

"Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen".

Voorbeelden van zulke inmengingen die door de wetgever in verschillende, door het Europese Verdrag gebonden landen zijn toegestaan, treft men aan in het reeds aangehaalde werk van J. VELU (nr. 81). In al die voorbeelden gaat het om afluistertafels die nu eens door de gerechtelijke overheden voor het opsporen van misdaden (Italië, Noorwegen, Zweden, Denemarken) dan weer door de uitvoerende macht (Ierland, Engeland) worden gebruikt. In Frankrijk zijn zulke tafels door de wet verboden (zie : R. LINDON, op. cit., nrs. 167-168; J. MALHERBE, La vie privée et le droit moderne, Parijs, 167, blz. 22-29).

In het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp staan twee afwijkingen : de ene, in artikel 11, heeft betrekking op de rechtsbedeling in strafzaken; volgens de andere, in artikel 3, § 2, gelden de artikelen 1 en 2 van de ontwerp-wet en in die mate ook § 1 van artikel 8 van het Europees Verdrag niet voor de Minister van Justitie en de Minister van Landsverdediging.

.../...

Als men artikel 11 van de ontwerp-wet vergelijkt met artikel 3, § 2, ziet men dat de inmenging die de rechterlijke macht is toegestaan, beperkt wordt in de tijd, onder het toezicht van verschillende gerechtelijke overheden staat en verantwoord is op een objectieve grond : de noodzaak om de gegevens van een misdrijf te verzamelen. Een zodanige inmenging is bestaanbaar met artikel 8, § 2, van het Europees Verdrag.

Artikel 3, § 2, daarentegen bevat een volstrekt algemene afwijking van het recht op eerbiediging van de persoonlijke en familiale levenssfeer, een afwijking waarvan de beoordeling is overgelaten aan een minister binnen de grenzen van zijn bevoegdheid zonder enige controle. Dat systeem roept twee soorten van kritiek op :

1° de landswetgever kan krachtens artikel 8, § 2, van het Europees Verdrag inmenging in de door het Verdrag gewaarborgde rechten toestaan maar hij moet de rechten waaraan afbreuk mag worden gedaan en de (onder meer technische) middelen die het openbaar gezag daarbij mag gebruiken in voldoende duidelijke termen omschrijven;

2° artikel 13 van het Verdrag eist dat eenieder van wie een door het Verdrag gewaarborgd recht is geschonden over een werkelijk rechtsmiddel beschikt voor een nationaal rechtscollege.

.../...

1. Waar het Verdrag "inmenging van een openbaar gezag" in de uitoefening van gewaarborgde rechten gedoogt mits "bij de wet voorzien", wil het dat die inmenging naar aard en omvang duidelijk omschreven is. De criteria die zulk een inmenging wettigen - het ontworpen artikel kent er twee, namelijk 's lands veiligheid en de openbare veiligheid - staan ter beoordeling van de landswetgever, onder de controle van de Europese Commissie voor de rechten van de mens en, in voorkomend geval, van het Europees Hof voor de rechten van de mens, aan wier rechtspraak de Belgische Regering zich heeft onderworpen.

Doordat de afwijking in algemene bewoordingen is gesteld, maakt de ontwerp-bepaling zulk een controle onmogelijk : ieder van de twee, in artikel 3, § 2, genoemde Ministers vermag zich, binnen de grenzen van zijn bevoegdheid, te onttrekken aan de verplichting om alle in artikel 8, § 1, van het Verdrag gewaarborgde rechten, zoals die in de artikelen 1 en 2 van de ontwerp-wet nader zijn bepaald, te eerbiedigen. Bovendien zullen de technische middelen die de Minister daarbij zal gebruiken geheel te zijner keuze staan en zal hij alleen, zonder controle van wie ook, oordelen over de eisen van 's lands veiligheid en van de openbare veiligheid.

Van zulke weinig precieze afwijkingen is in de buitenlandse wetgevingen nergens een voorbeeld aan te wijzen. Zelfs de Nederlandse wet van 7 april 1971, die nochtans verregaande afwijkingen toestaat, verbindt

.../...

aan de toepassing daarvan een aantal nadere regels en termijnen (1). De meest gebruikelijke afwijking geldt de machtiging om telefoongesprekken af te tappen. De Minister van Justitie en de Minister van Landsverdediging zullen in artikel 3, § 2, van de ontwerp-wet een, althans formele, grond van verantwoording vinden voor het opvangen van telefonische mededelingen. De machtiging die de Belgische wetgever aan een orgaan van de uitvoerende macht zou geven om de rechten te bepalen waaraan dat orgaan kan afdoen, de aan te wenden technische middelen te kiezen en daarbij geheel alleen te oordelen over de eisen van 's lands veiligheid en van de openbare veiligheid is echter wegens haar algemene strekking niet bestaanbaar met België's internationale verplichtingen.

Een ander gebied waar de landswetgever inmenging van het openbaar gezag op de door het Verdrag gewaarborgde rechten vermag toe te staan, is "de bescherming van de gezondheid of van de goede zeden". De Europese Commissie voor de rechten van de mens heeft bij herhaling beslist dat de bepalingen van het Duitse of Oostenrijkse strafrecht tegen homosexualiteit niet onbestaanbaar waren met artikel 8, § 2, van het Verdrag (zie de verwijzingen in het werk van J. VELU, blz. 140, noot 111). Het zou daarentegen onaanvaardbaar zijn dat een orgaan van de uitvoerende macht wordt toegestaan

.../...

---

(1) Men raadplege, behalve J. VELU, ook het werk van professor Stig STRÖMHOLM, Right of Privacy and Rights of the Personality, Stockholm, 1967, nr. 70, het extranummer van de "Revue internationale des sciences sociales", deel XXIV (1972), nr. 3.

zélf te kiezen met welke maatregelen ter bescherming van de gezondheid of de goede zeden het de uitoefening van de door het Verdrag gewaarborgde rechten vermag op te schorten.

Met andere woorden : omschrijving van de bestuurshandelingen waarmee het openbaar gezag aan de door het Verdrag gewaarborgde rechten afbreuk vermag te doen, is zaak van de wetgever. Men kan er niet mee volstaan die overheid machtiging te verlenen om binnen de grenzen van haar bevoegdheid niet gedifferentieerde maatregelen te treffen.

Dit was ook de conclusie van de Scandinavische Conferentie over "The Right of Privacy", die onder § 7 verklaart :

"§ 7. Essentieel is, dat de gevallen waarin inmenging wordt gedoogd nauwkeurig omschreven zijn. De wetgever behoort toe te zien dat de bevoegdheid die inbreuk op de persoonlijke levenssfeer mee kan brengen alleen wordt uitgeoefend door een persoon of een lichaam die daartoe speciaal zijn aangewezen en die handelt op bevel van een gerechtelijke overheid of van een aan het Parlement verantwoordelijk openbare overheidslichaam of persoon. Een zodanig bevel zou tevens moeten aangeven op welke tijd en op welke plaats de verleende bevoegdheid wordt uitgeoefend".

In § 8 van die conclusie wordt tussen de eisen van 's lands veiligheid en van de openbare veiligheid een onderscheid gemaakt naargelang men er zich

.../...

in vredes- of in oorlogstijd op beroept, en wordt, om in het eerste geval ieder misbruik voor politieke doeleinden te voorkomen, als aanbeveling gegeven dat "een onafhankelijke vorm van toezicht wordt ingesteld" (Stig STRÖMHOLM, op. cit., blz. 238-239).

2. Bij een nader onderzoek van de door artikel 8, § 2, van het Verdrag gedoogde inmengingen van het openbaar gezag merkt J. VELU het volgende op :

"L'individu doit être efficacement protégé contre un double risque. L'autorité publique pourrait être tentée de porter atteinte à ce droit, lorsque la sécurité nationale n'est pas effectivement menacée. Elle pourrait encore utiliser abusivement, à des fins politiques, les pouvoirs qui sont reconnus dans l'intérêt de la sécurité nationale (comp. conclusions du Congrès de juristes des pays nordiques sur le droit au respect de la vie privée, mai 1967, point 8 a, i). On observera à ce propos que l'article 13 de la Convention oblige les Etats contractants à aménager leur législation de telle manière qu'en pareil cas, la personne dont le droit au respect de la vie privée, du domicile ou des communications a été violé, puisse disposer d'un recours effectif devant une instance nationale" (op. cit., nota 104, p. 139).

Evenmin als tegen het eerste risico (zie I) beschermt artikel 3, § 2, van het ontwerp het individu tegen het tweede. Het onbepaalde van de maatregelen welke door de ambtenaren en bedienden van de uitvoerende

.../...

macht zullen kunnen worden aangewend en de geheimhouding waarmee deze altijd omgeven zullen zijn slaan de Staatsburger ieder rechtsmiddel uit handen tegen misbruiken waarvan hij het slachtoffer mocht zijn geworden.

*
* *

II. Artikel 12, tweede lid, zegt dat de Dienst tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met de gegevensbanken "een zelfstandige instelling met rechtspersoonlijkheid is". Het oprichten van een rechtspersoon impliceert de aanwijzing van de organen die gemachtigd worden om in haar naam op te treden.

Het ontwerp richt wel een inspectiecommissie en een raad van toezicht op en regelt de samenstelling en de specifieke bevoegdheid daarvan, maar het zegt niet welke personen de Dienst zullen vertegenwoordigen en beheren of de door de artikelen 12, zesde lid, 30, 31, 35 en 38 tot 48 aan die Dienst verleende bevoegdheid zullen uitoefenen.

Is het de bedoeling van de Regering - en artikel 12, zesde lid, lijkt daar wel op te wijzen - die bevoegdheid in handen van de gemeenschappelijke vergadering van de leden van de commissie en de raad te leggen, dan moet dat met zoveel woorden worden gezegd en moet met name worden bepaald wie het voorzitterschap van die vergadering waarneemt.

*

.../...

Een wezenlijk kenmerk van de rechtspersoonlijkheid, een reden ook om ze te erkennen of te verlenen, is het bestaan van een eigen vermogen.

De persoonlijkheid van een openbare dienst is eens gedefinieerd als "un procédé juridique consistant dans l'affectation de recettes à l'ensemble des dépenses d'un service public, affectation générale et permanente, accompagnée d'une séparation d'un patrimoine général" (JEZE, Principes généraux du droit administratif, deel II, blz. 27).

Met de bepaling in artikel 19, eerste lid, dat de kosten voor de werking van de Dienst "ten laste komen van de begroting van het Ministerie van Justitie" lijkt het ontwerp de toekenning van een eigen vermogen of het speciaal voor die Dienst bestemmen van ontvangsten ter bestrijding van zijn uitgaven veeleer uit te sluiten terwijl zulk een financiële en budgettaire autonomie, binnen de grenzen van de door de wet bepaalde toezichts- en controleregeling, toch een logisch gevolg is van de rechtspersoonlijkheid die het ontwerp de Dienst in artikel 12, tweede lid, bedoelt te geven.

Opgemerkt zij ook dat, gelet op de bewoordingen van artikel 19, eerste lid, al de werkingskosten en niet alleen maar een deel daarvan door de Rijksbegroting zullen worden gedragen. Het tweede lid van hetzelfde artikel, volgens hetwelk de Dienst sommige vergoedingen zal innen, maakt het dus niet mogelijk te bepalen of die vergoedingen, waarvan de bestemming niet nader is aangegeven, ten voordele van de Staat of van de Dienst zelf zullen worden geïnd.

.../...

Aangezien de Regering de Dienst rechtspersoonlijkheid wenst te verlenen, zou zij de moeilijkheid kunnen oplossen door hem onder de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut te brengen.

De Dienst zou dan kunnen worden ingedeeld bij de instellingen van de categorie B en beschikken over een eigen begroting, gestijfd met de door hem te innen vergoedingen en toelagen ten bezware van de Rijksbegroting.

*

Volgens artikel 12, derde lid, dat in algemene bewoordingen de opdracht van de Dienst bepaalt, zal deze er met name op toezien dat de gegevensbanken "geen discriminatie tot doel of ten gevolge hebben" ten aanzien van hen die er in voorkomen. Discriminatie komt neer op het maken van onderscheid : nu houdt een gegevensbank uiteraard, zowel naar doelstelling als naar gevolgen, discriminatie in, eensdeels tussen degenen die er wél en die welke er niet in verwerkt zijn, en anderdeels onder de eerstgenoemden zelf, in verband namelijk met de door de bank verzamelde indicaties. Er zou duidelijk moeten worden aangegeven welke discriminaties het ontwerp bedoelt te verbieden.

Dezelfde opmerking is te maken bij artikel 23.

.../...

Artikel 12, zesde lid, zegt dat "de Dienst" een huishoudelijk reglement vaststelt, dat inzonderheid de wijze bepaalt waarop de inspectiecommissie en de raad van toezicht gemeenschappelijk beraadslagen. Niet alleen zou aangegeven moeten worden welk orgaan gemachtigd is om dat namens de Dienst te doen, maar men zou die bevoegdheid bovendien beter aan de Koning opdragen of bepalen dat het bedoelde reglement 's Konings goedkeuring behoeft, zoals het ontwerp voorschrijft voor de reglementen waarvan sprake in de artikelen 13 en 14.

*

Volgens de artikelen 13, § 1, vijfde en zesde lid, en 14, § 1, vijfde en zesde lid, beschikken de inspectiecommissie en de raad van toezicht binnen de Dienst elk over eigen personeel, dat ze zelf benoemen, met afzonderlijke formaties.

Deze handelwijze is niet alleen ongewoon; zij maakt het bovendien onmogelijk te bepalen welk personeel belast zal worden met de opdrachten van de Dienst die niet tot de specifieke bevoegdheid van de commissie of van de raad behoren.

Wordt die tweeledigheid behouden, dan moeten in § 1, zesde lid, van die artikelen de woorden "van het administratief personeel" in ieder geval vervangen worden door "van dat personeel".

.../...

ALGEMENE VORMOPMERKINGEN.

- De uitdrukking "voor rekening van een derde", in de artikelen 15, § 3, 21, § 1 en § 3, a), 27, eerste lid, 31, § 1, 4°, a), 35, § 1, 1°, 36, § 1, 1°, vervange men liefst door "voor andermans rekening". Misverstand omtrent de strekking van het woord "derde", waaraan artikel 21, § 3, een specifieke betekenis voor het hoofdstuk II toeschrijft, wordt hiermee voorkomen.

- De uitdrukking "personen die in de gegevensbank voorkomen" of soortgelijke uitdrukkingen als "personen die bij de bank betrokken zijn" worden best vervangen door "de in de bank vermelde personen".

- Waar verwezen wordt naar de artikelen van de ontwerpwet moet daaraan niet telkens "van deze wet" worden toegevoegd.

- Men brenge eenheid in de terminologie en schrijve dus overal ofwel "de bank" ofwel "de gegevensbank".

- Behalve in artikel 12, eerste lid, schrijve men kortheidshalve "de Dienst" in plaats van "de Dienst tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met de gegevensbanken".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

In het hoofdstuk I, onder het opschrift "Afluisteren en bespieden", behandelt het ontwerp eigenlijk drie onderwerpen :

.../...

1° de bestraffing van het afluisteren en bespieden (de artikelen 1, 2, 5 en 6);

2° de afwijkingen, bepaald in de artikelen 3, paragrafen 1 en 2, en 11;

3° reglementering van de handel in toestellen waarmee de bedoelde misdrijven kunnen worden gepleegd (de artikelen 4 en 7 tot 10).

Die artikelen zouden moeten worden gegroepeerd naar die onderwerpen.

Artikel 1.

Volgens die bepaling is strafbaar :

"1° hij die zonder toestemming van alle deelnemers, een particulier gesprek of een particuliere mededeling door enig technisch middel afluistert, doet afluisteren, opneemt of doet opnemen;".

Bij die tekst zijn de volgende bedenkingen te maken :

1° De feiten zijn strafbaar ongeacht waar ze worden gepleegd, in een particuliere of in een openbare plaats.

Aangezien krachtens de algemene rechtsbeginselen op zijn minst algemeen opzet is vereist zal degene die een niet voor hem bestemd gesprek beluis-

.../...

tert met een apparaat dat dient om het tekort van de natuurlijke waarneming te verhelpen niet onder de toepassing van de wet vallen.

Evenmin strafbaar is het toevallig horen van een particulier radiogesprek met behulp van een ontvangtoestel, terwijl het afluisteren van zulk een gesprek wél het door de wet omschreven misdrijf oplevert.

2° Aangezien de termen "technisch middel" in het ontwerp niet nader zijn bepaald en het woord "opnemen", bij gemis van een speciale definitie, mede "overschrijven" en "noteren" betekent, moet de hier besproken bepaling zó worden uitgelegd dat ook gestraft wordt het opnemen van een gesprek of een mededeling door overschrijving met een vulpen of een schrijfmachine.

Verstaat de Regering het anders, dan moet de tekst worden gewijzigd.

3° Blijkens de memorie van toelichting wordt in het ontwerp onder "mededeling" verstaan het doorgeven van een boodschap via "telefoon, telegraaf of telex".

Het zou dus bij voorbeeld niet verboden zijn een door de voorzitter van een raad van beheer mondéling tot de leden van die raad gerichte boodschap op band op te nemen zonder de toestemming van degenen voor wie zij bestemd is.

.../...

De tekst moet zó verduidelijkt worden dat hij de strekking krijgt die de Regering er werkelijk aan wil geven.

4° Het woord "deelnemer" is dubbelzinnig. Neemt degene voor wie een bepaalde boodschap is bestemd en die zich tot kennisneming daarvan beperkt "deel aan" de mededeling in de zin van het ontwerp ?

Artikel 2.

Onder 1° en 2° van dat artikel vervange men "door middel van het in die bepaling omschreven misdrijf, of daar voordeel uit trekt" door "met overtreding van die bepaling of uit die overtreding voordeel heeft gehaald".

Artikel 3.

§ 1. Het tweede lid zou beter als volgt worden geformuleerd :

"Artikel 1, 1°, is niet toepasselijk op degene die belast is met het onderhoud van of het toezicht op een openbaar of particulier telefoonnet en die in de uitoefening van zijn ambt een mededeling heeft beluisterd om zich van de goede werking van de verbinding te vergewissen".

.../...

Artikel 19 van de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad moet met die bepaling in overeenstemming worden gebracht.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking onder I, stelt de Raad van State voor, van de tweede paragraaf van die bepaling een apart artikel te maken.

Artikel 3, § 2, tweede lid, straft de ambtenaren die de informatie welke zij onder gebruikmaking van de hen met toepassing van het eerste lid verleende afwijkingen hebben verkregen, gebruiken of bekendmaken voor andere doeleinden dan 's lands veiligheid of de openbare veiligheid. Het straft echter niet het zoeken te verkrijgen van informatie voor andere doeleinden dan waarvoor hun afwijking is verleend. Evenmin straft het de overheden die zulke informaties mochten hebben doen inwinnen voor andere doeleinden dan in de tekst is bepaald of van de aldus verkregen informaties gebruik mochten hebben gemaakt.

Artikel 5.

In dat artikel schrijve men : "... indien een van die artikelen opnieuw overtreden wordt binnen vijf jaar ...".

.../...

Artikel 6.

Voor dat artikel wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 6.-

In geval van veroordeling wordt de verbeurdverklaring uitgesproken van de toestellen of combinaties van toestellen die gediend hebben tot het plegen van een van de in de artikelen 1 en 2 bepaalde misdrijven alsook van de wederrechtelijk verkregen opnamen en beelden.

De rechter kan bovendien de vernietiging van de wederrechtelijk verkregen opnamen en beelden gelasten".

Is dat wel degelijk de bedoeling van de Regering, dan moet de tekst duidelijk stellen of verbeurdverklaring ook moet worden uitgesproken als het toestel niet in eigendom aan de veroordeelde toebehoort.

Artikel 10.

Liever dan naar artikel 1 te verwijzen, vermelde men de hier bedoelde straffen metternaam.

.../...

HOOFDSTUK II.

Afdeling II, die de werkingssfeer van het hoofdstuk aangeeft, moet hierin vooraan komen.

Artikel 12.

In overeenstemming met hetgeen onder de algemene vormopmerkingen is gezegd, wordt voorgesteld in het eerste lid, na "ingesteld" de woorden "hierna de Dienst te noemen" in te voegen.

Artikelen 13 tot 18.

Buiten de algemene opmerking II, zijn bij die artikelen nog een aantal bijzondere opmerkingen te maken.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is het niet de bedoeling de Koning te binden door een lijst te doen voordragen van evenveel kandidaten als er mandaten te verlenen zijn.

In artikel 13, § 1, derde lid, vervange men de woorden "lijst van drie kandidaten" dus door "lijst van driemaal zoveel kandidaten als er mandaten te verlenen zijn".

In die bepaling geve men bovendien aan door welke factoren de "stemming naar evenredigheid" precies wordt bepaald.

.../...

Wat hierboven is opgemerkt, geldt ook voor artikel 14, § 1, derde lid.

Met "leden van de Dienst" worden in de artikelen 15 tot 18 blijkbaar de leden van de inspectiecommissie van de raad van toezicht bedoeld.

Artikel 15, § 1, eerste lid, bepaalt dat zij niet tegelijk lid van de Wetgevende Kamers of van het Rekenhof mogen zijn. Dat de door die bepaling gevestigde onverenigbaarheden nogal beperkt zijn gehouden, is in overeenstemming met de bedoeling van de Regering zoals die uitgedrukt is in de memorie van toelichting, waaruit blijkt dat men het Parlement geheel vrij wenst te laten in zijn voordracht, geen voorwaarden worden opgelegd en gedacht wordt aan de mogelijkheid om onder meer "magistraten, leden van het onderwijskorps, vertegenwoordigers van de openbare sector ..." te kiezen.

Bepaald zou echter moeten worden dat de leden van de Dienst niet tegelijk lid van de Raad van State kunnen zijn : dat rechtscollege zal immers kennis hebben te nemen van eventuele beroepen tegen beslissingen van de Dienst.

Overigens zou de ontwerp-wet, als zij bedoelt af te wijken van de door de geldende wetten, met name door het Gerechtelijk Wetboek, gevestigde regeling terzake van onverenigbaarheden, uitdrukkelijk in die afwijkingen moeten voorzien.

.../...

Bovendien zij opgemerkt dat artikel 15, § 1, waar het zegt "mogen niet tegelijk", zó dient te worden uitgelegd dat welke functies ook, zowel openbare als private, behalve het lidmaatschap van de Wetgevende Kamers en van het Rekenhof of de functie van zaakvoerder van een gegevensbank, gecumuleerd mogen worden met de functie van "lid van de Dienst", aan welke functie artikel 17 een bezoldiging verbindt gelijk aan die van secretaris-generaal of directeur-generaal van een ministerieel departement.

*

Artikel 16 zegt dat de "leden van de Dienst", dat zijn de leden van de raad van toezicht en van de inspectiecommissie", in ruste worden gesteld met aanspraak op een pensioen wanneer zij de leeftijd van vijfenzestig jaar hebben bereikt of door een ernstig en blijvend lichaamsgebrek zijn aangetast. Dat pensioen wordt dan, volgens artikel 17, berekend "overeenkomstig de regelingen die voor het Rijkspersoneel gelden".

Volgens de artikelen 13, § 1, derde lid, en 14, § 1, derde lid, worden de leden benoemd "om de acht jaar". Uit die bepalingen lijkt te mogen worden afgeleid dat zij worden aangewezen voor een, eventueel te vernieuwen ambtstermijn van acht jaren. Met een mandaat, zó beperkt van duur en zó precair, zou de in uitzicht gestelde pensioenregeling dan ook niet overeen te brengen zijn.

.../...

Aangezien de "regeling" waar artikel 17 naar verwijst hoofdzakelijk bepaald is door de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, die voor vaste bedieningen is bedoeld, zou in het ontwerp in ieder geval een afwijking moeten worden opgenomen ten aanzien van een aantal bepalingen van die wet.

Artikel 21.

Onder § 1, c, schrijve men in het Frans : "personnes morales de droit public".

Voorts zou de Regering duidelijk moeten stellen wat zij onder "internationaal-publiekrechtelijke instelling" verstaat. Een eenzijdige beslissing van de Belgische wetgever kan niet al de gegevensbanken die beheerd worden door internationaal-publiekrechtelijke instellingen, zoals de N.A.T.O. of de Europese Gemeenschappen, onder de regeling van de ontwerp-wet brengen.

In § 2 zou moeten staan : "elk bestand of register van welke aard ook, dat is aangelegd hetzij met het oog op automatische verwerking van gegevens, hetzij met behulp van een systeem van automatische verwerking van gegevens, en waarin is opgenomen "...".

.../...

In verband met § 3, b, is het niet goed denkbaar dat een "privaatrechtelijk of publiekrechtelijk rechtspersoon" onder het "rechtstreeks gezag" zou staan "van degene die voor de bank verantwoordelijk is". De redactie van die tekst zou overigens opnieuw moeten worden bekeken.

Artikel 22.

De strekking van die bepaling is niet duidelijk. Wil de Regering verbieden dat in een gegevensbank enig gegeven wordt geregistreerd dat in de intieme levenssfeer van de erin vermelde personen ligt ?

Artikel 25.

Het teken "§ 1" moet weg, want artikel 25 heeft maar één paragraaf.

Voor het 1° van dat artikel wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"1° enige vermelding betreffende gerechtelijke vervolgingen of beslissingen in strafzaken;".

Artikel 26.

Het begin van § 1 leze men zó : "Bij de eerste registratie van een gegeven over een persoon, moet degene die voor de bank verantwoordelijk is ...".

.../...

Opdat voldaan kan worden aan het bepaalde in § 2, 3°., is vereist dat aan de betrokkene ook de naam van de derden wordt medegedeeld. Er kan niet worden volstaan met het antwoord dat een bepaald aantal mededelingen aan derden zijn gedaan. Verstaat de Regering het anders, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd.

In het tweede lid moeten de woorden "zo spoedig mogelijk en" vervallen. De uiterste termijn is immers in de tekst aangegeven.

Artikel 29.

Er is niet gezegd van welke aard de beslissing is die de in raadkamer zitting houdende rechtbank zal wijzen. Geldt het een vonnis, dan moet het krachtens artikel 97 van de Grondwet in openbare terechtzitting worden uitgesproken.

Wenst de Regering uit te sluiten dat tegen die beslissingen beroep wordt aangetekend, dan moet de tekst in die zin worden aangevuld.

De tekst zegt dat de vordering wordt ingesteld bij de rechtbank van de woonplaats van de betrokkene. Voorzien zou ook moeten worden in het geval dat de betrokkene zijn woonplaats niet in België heeft.

In het eerste lid leze men in de Franse tekst : "... pour connaître de toute demande ...".

.../...

OPSCHRIFT VAN DE AFDELING IV.

Dat opschrift is niet volledig : gegevensbanken kunnen niet alleen bij wet maar ook bij decreet worden opgericht.

Overal waar "bij wet opgerichte gegevensbank" staat, moet overigens worden geschreven "bij wet of decreet opgerichte gegevensbank".

Artikel 30.

§ 1, derde lid.

Men schrijve "... van voornoemde Dienst de tekst van alle besluiten tot uitvoering van wetten of decreten die een gegevensbank instellen".

§ 1, vierde lid, en § 3, vierde lid.

Het vierde lid van § 1 schrappe men; het vierde lid van § 3 vervange men als volgt :

"Het beredeneerd advies of de vermelding dat er geen advies is, wordt bij de memorie van toelichting van de ontwerpen van wet of decreet of bij de uitvoeringsbesluiten gevoegd".

§ 2, tweede lid, 6°.

Die bepaling stelle men zó :

.../...

"6° de middelen waarmee de in de bank vermelde personen daarvan in kennis worden gesteld alsmede, in voorkomend geval, de kosten voor de afgifte van de inlichtingen die hun op hun verzoek worden verstrekt;".

§ 4.

Is de gegevensbank opgericht bij decreet, dan kan de tekst van dat decreet slechts in één taal gesteld zijn.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 31.

§ 1, eerste lid.

Men leze "de gevraagde adviezen" in plaats van de "gegeven adviezen".

Die opmerking geldt ook voor § 2.

Tweede lid, 1°.

Het woordje "haar" mag weg.

4° a).

Voorgesteld wordt :

"a) de benaming van de publiekrechtelijke instelling die de gegevensbank voor eigen of voor andermans rekening beheert,".

.../...

§ 2.

De controle op de wijzigingen die in de bij wet of decreet opgerichte gegevensbanken worden aangebracht is in het ontwerp niet geregeld.

Is dat gewoon een vergetelheid, dan vulle men artikel 30, § 1, aan met een bepaling die voorschrijft dat zodanige wijzigingen aan het beredeneerd advies van de Dienst moeten worden onderworpen.

AFDELING V.

Een betere lezing van dat opschrift ware :

"AFDELING V.

Gegevensbanken behorend tot de overheidssector die niet bij wet of decreet zijn opgericht en gegevensbanken behorend tot de particuliere sector".

Artikel 32.

§ 1, eerste lid.

Voorgesteld wordt :

"§ 1. Behalve bij wet of decreet, kan geen gegevensbank worden opgericht dan met voorafgaande vergunning van de inspectiecommissie".

.../...

Derde lid.

In plaats van "behoorlijk door de commissie vastgesteld" schrijve men "door de commissie aangenomen".

Vierde lid.

De vergunning moet krachtens artikel 33, § 1, een aantal punten regelen. Het is niet duidelijk hoe dat zal kunnen in geval van stilzwijgende vergunning.

Er is dus discrepantie tussen artikel 32, § 1, vierde lid, en artikel 33, § 1.

Artikel 33.

Onder 2° van § 2 schrijve men : "2° de middelen waarmee de in de bank vermelde personen daarvan in kennis worden gesteld ...".

Artikel 34.

Voor het tweede lid wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Indien het onmogelijk is om de schending van de bedoelde rechten met andere middelen te doen ophouden, kan de commissie de met toepassing van artikel 32 verleende vergunning intrekken, of het behoud verbieden

.../...

van een gegevensbank van welker oprichting overeenkomstig artikel 36, § 4, kennis is gegeven".

Artikel 35.

§ 1.

Onder 3° schrijve men : "... en de aard van de door haar behandelde gegevens" en onder 5° "de vermelding van een beroep" in plaats van "de vermelding van een voorziening in beroep".

§ 2.

Bedoelt de Regering kennisgeving voor te schrijven van wijzigingen waarvoor door de commissie vergunning mocht zijn verleend ?

Artikel 36.

§ 1, 1°.

Die bepaling is als volgt geformuleerd :

"1° buiten de bewerkingsgegevens ontstaan uit de werkzaamheden van hem die de gegevensbank voor eigen rekening of voor rekening van een derde beheert, mogen in de gegevensbank geen andere gegevens zijn opgenomen dan die verstrekt door hem die in de bank voorkomt of door een overheidspersoon die krachtens een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling gerechtigd is die gegevens te verstrekken, of die welke bij een beslissing van de commissie zijn toegelaten;".

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk wat hier eigenlijk de bedoeling van de Regering is. Deze zou duidelijk tot uitdrukking moeten worden gebracht.

§ 2.

Een betere lezing voor de tweede volzin ware :

"Bij dezelfde beslissing kan de inspectie-commissie de in artikel 21, § 1, bedoelde personen vrijstellen van de verplichting een persoon die ... aan te wijzen".

§ 3.

Voorgesteld wordt :

"§ 3. De gegevensbanken die bij het Ministerie van Financiën ingesteld zijn om de uitvoering van de belastingwetten te verzekeren genieten van rechtswege de vrijstellingen bedoeld in de §§ 1 en 2".

Artikel 37.

Men schrijve in het Frans "dans les trente jours" in plaats van "dans un délai maximum de trente jours".

Artikel 38.

§ 2.

In het Frans vervange men "si elle" door "s'il".

.../...

Artikel 39.

De bepaling van het eerste lid volgens welke de Dienst "alle opsporingen kan doen zowel bij natuurlijke als bij publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen" is nodeloos voor zover die bevoegdheid in het tweede en in het derde lid op beperkende wijze is bepaald. Wenst de Regering de Dienst daarentegen een ruimere bevoegdheid te geven, dan zou deze duidelijk omschreven moeten worden want de formulering van het eerste lid is té onbepaald en té absoluut dan dat zij kan worden aanvaard.

De meeste teksten waar het derde lid naar verwijst zijn strafrechtelijke bepalingen. Zulke teksten lenen zich door hun aard niet tot analogische toepassing. De bepalingen van de artikelen 7 tot 13 van de wet van 3 mei 1880 moeten in de ontwerp-wet dan ook overgenomen worden, onder zodanige aanpassing als de Regering noodzakelijk acht.

Artikel 40.

In het tweede en het derde lid worden aangelegenheden behandeld die de Wetgevende Kamers ingevolge artikel 46 van de Grondwet zélf te regelen hebben.

Artikel 41.

Eerste lid.

In plaats van "die hij meent tot hen te moeten richten" leze men "die hij tot die personen meent te moeten richten".

.../...

Tweede lid.

Die bepaling zou in het Frans als volgt moeten worden geredigeerd : "Il s'enquiert auprès d'elles de la suite qui a été réservée à ces observations".

Artikel 42.

In het Frans vervange men de woorden "une annulation ou interdiction prononcée" door "un retrait ou une interdiction prononcés".

Onder 2° schrijve men "krachtens de artikelen 33, §§ 1 en 2, en 34, eerste lid". Overtreding van artikel 33, § 3, wordt immers gestraft in artikel 42, 5°.

Voor de tekst onder 4° wordt de volgende redactie in overweging gegeven :

"4° de voor een gegevensbank verantwoordelijke persoon die weigert toegang te verlenen tot de lokalen of de documenten bedoeld in artikel 39 of de inlichtingen te verstrekken waarvan sprake is in hetzelfde artikel of die hoe dan ook de Dienst opzettelijk belet zijn taak te vervullen of hem daarbij hindert;".

Artikel 43.

Aan het eind van dat artikel leze men :

"... zonder van de oprichting van die bank vooraf kennis te hebben gegeven aan de inspectiecommissie".

.../...

Artikel 45.

De bepalingen van de artikelen 20, 28 en 45 moeten worden versmolten. Men werke niet met een verwijzing naar artikel 458 van het Strafwetboek : de tekst dient zelf de straffen aan te geven die op de overtreding daarvan staan.

Als men de artikelen 42, 6°, en 45 met elkaar vergelijkt, komt men tot de bevinding dat degene die het beroepsgeheim waartoe hij is gehouden heeft geschonden, minder streng wordt gestraft dan degene die het in artikel 42, 6°, bepaalde misdrijf heeft gepleegd terwijl hij niet tot zulk een geheimhouding is verplicht.

HOOFDSTUK III.

Dit hoofdstuk zou het hoofdstuk IV moeten worden, met als opschrift : "Slotbepalingen"; het hoofdstuk IV "Overgangsbepalingen" wordt dan hoofdstuk III.

Artikel 47.

Dit artikel stelle men als volgt :

"De hoofdstukken I en IV van deze wet treden in werking ...

De hoofdstukken II en III treden in werking de eerste dag van de twaalfde maand volgend op die gedurende welke deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

.../...

Een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit kan de inwerkingtreding van de hoofdstukken II en III uitstellen voor ten hoogste ...".

Artikel 48.

Voorgesteld wordt het eerste lid van dat artikel als volgt te redigeren :

"Indien een gegevensbank waarover de Dienst krachtens hoofdstuk II, afdeling IV, van deze wet een beredeneerd advies moet geven opgericht is vóór de inwerkingtreding van hoofdstuk II, verstrekt degene die overeenkomstig artikel 27 als verantwoordelijke voor die bank is aangewezen aan de Dienst uiterlijk de eerste dag van de twaalfde maand na de inwerkingtreding van hoofdstuk II de hiernavolgende inlichtingen :".

De bepaling onder 6° leze men zó :

"6° de middelen waarmee de in de bank vermelde personen daarvan in kennis worden gesteld alsook, in voorkomend geval, de kosten voor het mededelen van de gegevens".

Artikel 49.

Zowel in § 1 als in § 2, vervange men "afdeling IV" door "afdeling V" en "is zij toegelaten" door "mag zij behouden blijven".

.../...

Artikel 50.

Eerste lid.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wil de Regering op de gegevensbanken die opgericht zijn vóór de inwerkingtreding van hoofdstuk II van de wet al de bepalingen toepassing doen vinden die voor reeds werkende gegevensbanken gelden, en niet alleen maar zoals in het eerste lid staat, de bepalingen van artikel 26.

Het eerste lid moet dan ook vervallen.

Tweede lid.

Er zou een termijn moeten worden bepaald voor de aanwijzing van degene die voor de gegevensbank verantwoordelijk is.

Die bepaling, aldus aangevuld, zou vooraan in het hoofdstuk III moeten komen.

Artikel 51.

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 51.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die de artikelen 48 tot 50 overtreedt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. A. COURTEJOIE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. COURTEJOIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.